



**COMPAGNIE D'ENTREPRISES CFE**, en abrégé "**CFE**",

**Société Anonyme**

40-42, avenue Herrmann-Debroux - 1160 Bruxelles,

Numéro d'entreprise 0400.464.795 (RPM Bruxelles)

\*\*\* \*\*

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**DES ACTIONNAIRES**

Tenue à Auderghem (1160 Bruxelles), avenue Herrmann-Debroux 40-42,

Le mercredi **30 avril 2014** à 15 heures

\*\*\* \*\*

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de CGO SA, représentée par Monsieur Philippe Delaunois, président du conseil d'administration.

L'assemblée confirme la nomination de Monsieur Guillaume Herinckx comme scrutateur.

Monsieur le président désigne comme secrétaires Mesdames Anne-Laure Velge et Anne Dooremont.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

\*\*\* \*\*

Conformément à la loi, Monsieur le président dépose sur le bureau :

1. Les numéros justificatifs des journaux dans lesquels a été insérée la convocation à l'assemblée générale ordinaire de ce jour, à savoir :
  - L'**Echo** du vingt-neuf mars deux mille quatorze,
  - **De Tijd** du vingt-neuf mars deux mille quatorze.
2. Les numéros justificatifs du **Moniteur Belge** du trente et un mars deux mille quatorze, dans lequel a été insérée la convocation à l'assemblée générale ordinaire de ce jour.
3. Copie de la lettre-missive adressée aux actionnaires nominatifs.
4. Une copie des procurations, des formulaires de vote par correspondance et des formulaires d'intention de participation.
5. Les rapports du conseil d'administration et du commissaire pour l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013.
6. Les comptes annuels et les comptes consolidés au 31 décembre 2013.
7. La liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires, et certifiée exacte par les membres du bureau, qui indique que 55 actionnaires possédant ensemble 19.042.620 actions sur les vingt-cinq millions trois-cent-quatorze mille quatre cent quatre-vingt-deux (25.314.482) actions sans désignation de valeur nominale de la société, sont présentes ou représentées.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

\*\*\* \*\*



## ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Lecture est donnée de l'ordre du jour, qui se compose comme suit :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration relatif à l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013
2. Rapport du commissaire relatif à l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013
3. Approbation des comptes annuels
4. Approbation des comptes annuels consolidés
5. Affectation du bénéfice – Approbation du dividende
6. Rémunération
  - 6.1. Approbation du rapport de rémunération
  - 6.2. Emoluments annuels administrateurs et commissaire
  - 6.3. Indemnité de départ
  - 6.4. Rémunération variable des membres du « *steering committee* »
7. Décharge aux administrateurs
8. Décharge au commissaire
9. Nominations

\*\*\* \*\*



**1. Rapport de gestion du conseil d'administration relatif à l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013**

L'assemblée générale dispense Monsieur le président de donner lecture du rapport du conseil d'administration ainsi que des comptes annuels au 31 décembre 2013, ces documents ayant été envoyés avant la réunion aux actionnaires nominatifs et ayant été mis à la disposition de tous les actionnaires et obligataires sur le site internet de la société.

L'assemblée générale est informée que le projet des comptes annuels pour l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013 a été communiqué au conseil d'entreprise de la société qui n'a formulé aucune remarque.

**2. Rapport du commissaire relatif à l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013**

L'assemblée générale dispense Monsieur le président de donner lecture du rapport du commissaire, ce document ayant été envoyé avant la réunion aux actionnaires nominatifs et ayant été mis à la disposition de tous les actionnaires et obligataires sur le site internet de la société.

Monsieur le président s'adresse ensuite à l'assemblée générale et l'informe de l'évolution des affaires de la société en 2013 et des perspectives pour l'année 2014. Une copie du texte de l'allocation du président est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

Après l'allocation du président, la parole est cédée à l'administrateur délégué, Monsieur Renaud Bentégeat, qui fait le point sur l'année écoulée et qui expose également les perspectives pour l'année à venir.

Le président déclare ensuite être à la disposition des actionnaires qui auraient des observations à présenter ou des explications à demander, tant sur les rapports du conseil d'administration et du commissaire que sur les comptes annuels. Il rappelle qu'aucun actionnaire n'a posé de question par écrit avant l'assemblée.

**3. Approbation des comptes annuels**

L'assemblée générale approuve les comptes annuels tels que présentés par le conseil d'administration.



**Pour cette résolution, 19.036.413 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,20 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 19.036.413 voix pour,
- par 6.207 ~~voix contre.~~ *abstentions.*

#### **4. Approbation des comptes annuels consolidés**

L'assemblée générale approuve les comptes annuels consolidés tels que présentés par le conseil d'administration.

**Pour cette résolution, 19.036.413 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,20 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 19.036.413 voix pour,
- et 6.207 abstentions.

#### **5. Affectation du bénéfice – Approbation du dividende**

L'assemblée générale approuve la proposition du conseil d'administration de distribuer un dividende brut de 1,15 euro par action, correspondant à un dividende net de 0,8625 euro par action.

**Pour cette résolution, 19.042.620 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,22 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 19.023.120 voix pour,
- par 19.500 voix contre.

#### **6. Rémunération**

##### **6.1. Approbation du rapport de rémunération**

L'assemblée générale approuve le rapport de rémunération tel qu'établi par le conseil d'administration.



**Pour cette résolution, 19.042.620 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,22 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 18.748.663 voix pour,
- par 293.957 voix contre.

## **6.2. Emoluments annuels administrateurs et commissaire**

L'assemblée générale approuve, conformément à l'article dix-sept des statuts, avec effet au 1er janvier 2014, l'octroi au président du conseil d'administration et à chacun des autres administrateurs d'émoluments annuels de respectivement 100.000 euros et 20.000 euros, *pro rata temporis* de l'exercice de leur mandat en cours d'année.

L'assemblée générale approuve en outre l'octroi aux administrateurs, à l'exception du président du conseil d'administration, de jetons de présence de 2.000 euros par séance. Les rémunérations des administrateurs membres des comités d'audit et des nominations et rémunérations sont inchangées.

L'assemblée générale approuve par ailleurs l'octroi au commissaire d'une rémunération de 174.500 euros par an pour l'exercice de son mandat.

**Pour cette résolution, 19.042.620 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,22 % du capital social.**


**Cette résolution a été adoptée :**

- par 19.036.148 voix pour,
- par 6.472 voix contre.

## **6.3. Indemnité de départ**

En ce qui concerne les règles en matière d'indemnité de départ, en application de la loi du 6 avril 2010 relative à la gouvernance d'entreprise, d'application après le 3 mai 2010, et telles que convenues avec l'administrateur délégué et les membres du « *steering committee* », l'assemblée générale ordinaire approuve ce qui suit :

- « La loi sur les contrats de travail sera d'application pour les personnes sous statut « salarié » et toutes autres conventions existantes restent en vigueur.



- Pour les membres salariés du « *steering committee* » de la société qui n'ont pas conclu de convention en matière d'indemnité de départ avant le 3 mai 2010, en cas de rupture du contrat de travail par l'employeur (en dehors de toute faute grave), la durée du préavis qui leur sera notifiée ou le montant de l'indemnité de départ qui leur sera payée sera déterminé, conformément à la loi du 26 décembre 2013 relative à l'introduction du statut unique, publiée au M.B. du 31 décembre 2013. Ceci concerne les membres suivants :
  - Gabriel Marijsse ;
  - Patrick Verswijvel ;
  - Yves Weyts ;
  - Fabien De Jonge à partir du 1er mars 2014.
- Une convention est entrée en vigueur le 18 novembre 2011 pour Madame Diane Rosen, épouse Zygas. Cette convention a été approuvée par le conseil d'administration du 28 septembre 2011 sur proposition du comité des nominations et des rémunérations. Une ancienneté fictive de minimum 12 années a été accordée dans le statut de salarié conformément à la loi du 26 décembre 2013 relative à l'introduction du statut unique, publiée au M.B. du 31 décembre 2013. »

**Pour cette résolution, 19.042.620 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,22 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- **par 18.600.864 voix pour,**
- **par 441.756 voix contre.**

#### **6.4. Rémunération variable des membres du « *steering committee* »**

L'assemblée générale approuve la prolongation de la dérogation qui avait été accordée par l'assemblée générale ordinaire du 5 mai 2011. Par conséquent, l'assemblée générale approuve le texte suivant :

- « Pour le CEO et les membres du « *steering committee* », les modalités et les critères d'attribution de la rémunération variable existants seront maintenus pendant une période de trois ans, à savoir ; la rémunération variable en fonction des performances économiques, de l'attention portée à la sécurité des hommes et de l'adhésion aux valeurs du Groupe. En effet, la législation actuelle qui impose l'étalement sur trois années de la rémunération variable et des critères y afférents n'est pas appropriée et s'applique donc difficilement au « *steering committee* » dont certains des membres sont proches de l'âge de la retraite, de la préretraite ou de la prépension. »

**Pour cette résolution, 19.042.620 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,22 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 18.651.865 voix pour,
- par 390.755 voix contre.

## **7. Décharge aux administrateurs**

Par un vote spécial, l'assemblée générale donne décharge à l'ensemble des administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013.

**Pour cette résolution, 19.036.413 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,20 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 19.016.913 voix pour,
- par 19.500 voix contre,
- et 6.207 abstentions.

## **8. Décharge au commissaire**

Par un vote spécial, l'assemblée générale donne décharge au commissaire pour l'exercice de son mandat durant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013.

**Pour cette résolution, 19.036.413 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,20 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 18.998.319 voix pour,
- par 38.094 voix contre,
- et 6.207 abstentions.





## 9. Nominations

### 9.1. SA C.G.O., représentée par Monsieur Philippe Delaunois

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de SA C.G.O., représentée par Monsieur Philippe Delaunois, pour un terme de deux (2) ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016. SA C.G.O n'est pas un administrateur indépendant.

**Pour cette résolution, 19.042.620 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,22 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 18.776.609 voix pour,
- par 266.011 voix contre.

### 9.2. SA Consuco, représentée par Monsieur Alfred Bouckaert

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Consuco SA, représentée par Monsieur Alfred Bouckaert pour un terme de deux (2) ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016. Consuco SA, représentée par Monsieur Alfred Bouckaert, répond aux critères d'indépendance définis par l'article 526 ter du Code des sociétés et par le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009.

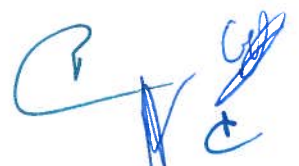
**Pour cette résolution, 19.024.026 votes ont été exprimés valablement, ce qui représente 75,15 % du capital social.**

**Cette résolution a été adoptée :**

- par 18.982.366 voix pour,
- par 41.660 voix contre,
- et 18.594 abstentions.

\*\*\* \*\*

L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire étant épuisé, la séance est levée, après lecture et approbation du procès-verbal.





Le président invite les membres du bureau et les actionnaires qui le désirent à signer le procès-verbal.

Les secrétaires,

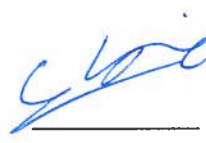
Le scrutateur,

Le président,



A-L. Velge

A. Dooremont



G. Herinckx



P. Delaunois

Annexes:

1. Allocution du président
2. Questions et réponses



Déclaration du Président à l'Assemblée Générale Ordinaire  
de la Compagnie d'Entreprises CFE SA  
du 30 avril 2014

Mesdames et Messieurs,

Le 24 décembre 2013 restera une date clé dans l'histoire de CFE. C'est en effet à cette date que l'accord conclu en septembre entre les groupes Vinci et Ackermans & van Haaren devient une réalité. AvH apporte sa participation de 50% dans DEME dans le cadre d'une augmentation de capital de 550 millions et acquière la moitié de la participation que Vinci détenait dans CFE. A la suite de ces deux opérations, CFE prend le contrôle exclusif de DEME, l'un des fleurons mondiaux du dragage, tandis que AvH devient l'actionnaire majoritaire de CFE. Plus qu'une opération financière, ce nouveau cap représente une formidable opportunité de développement. Les obligataires n'y sont pas trompés : seule une infime minorité ont demandé le remboursement anticipé de leurs obligations : 41 sur les 100.000 en circulation. Quant à l'action de la société, elle a presque doublé depuis l'annonce de l'opération.

2013 fut une très bonne année pour DEME qui a connu une forte progression de son chiffre d'affaires et de ses résultats, spécifiquement au second semestre. Grâce à l'ambitieux programme d'investissement qui a pris fin en 2013, la flotte de DEME est l'une des plus modernes et des plus compétitives au monde. Les perspectives demeurent donc favorables pour 2014 et ce, malgré une concurrence accrue .

L'année 2013 fut par contre une année difficile pour CFE hors DEME. En effet, pour la première fois depuis longtemps, le groupe a dû essuyer des pertes financières importantes au niveau de deux de ses pôles.

Les difficultés rencontrées proviennent en partie du contexte économique qui demeure particulièrement difficile mais également des problèmes spécifiques rencontrés sur certains chantiers du pôle construction et dans une filiale du pôle multitechnique. Les restructurations opérées en 2013 notamment au Qatar et en Slovaquie ont également eu un impact négatif sur nos résultats.

Néanmoins, nous avons aussi des motifs de satisfaction comme les excellents résultats réalisés en matière de sécurité et la maîtrise de notre endettement financier qui s'est sensiblement réduit au cours du second semestre 2013. Le niveau élevé de notre carnet de commande est également un élément positif. Enfin, au cours du second semestre 2013, un Steering Committee restreint a été mis en place. Organe de décision souple et efficace, il est un gage de progrès autant que de réussite pour les prochaines années.

Pour conclure, nous tenons à remercier nos collaborateurs qui, dans ce contexte économique difficile, font tous leurs efforts afin de mener au mieux les opérations afin d'assurer la satisfaction de nos clients, valeur de base de notre société.

Nous tenons également à remercier AvH et Vinci. AvH pour avoir permis à CFE d'acquérir le contrôle exclusif de DEME et Vinci sans qui cette transaction n'aurait jamais pu se concrétiser. Nous témoignons enfin notre reconnaissance à l'ensemble des autres actionnaires pour toute la confiance témoignée tout au long de cet exercice.

**GEWONE ALGEMENE VERGADERING / ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**  
**30 APRIL 2014 – 15 U. / 30 AVRIL 2014 – 15 H.**

**VRAGEN & ANTWOORDEN / QUESTIONS & REPONSES**

**Question/Vraag n° 1:**

**Monsieur Lejeune** commence par saluer cette belle opération belgo-belge. Il demande ensuite dans quelle mesure AVH compte intervenir dans la gestion de DEME.

**Renaud Bentégeat** répond qu'AVH intervenait déjà dans la gestion de DEME puisque son conseil d'administration est composé de 50% d'administrateurs représentant AvH et 50 % d'administrateurs représentant CFE.

Il a été décidé de poursuivre le même mode de gestion et de ne pas modifier la composition actuelle du conseil d'administration.

Ce mode de gestion de DEME est en place depuis plus dix ans et est une réussite totale. Il est donc important de poursuivre dans cette voie.

**Question/Vraag n° 2 :**

**Monsieur Lejeune** considère le métier de bâtisseur comme étant le plus beau métier du monde. Il note ensuite que la réalisation de bénéfices dans le secteur semble difficile et aléatoire. Il demande s'il est possible de prendre des mesures qui permettent de réaliser des bénéfices de manière permanente ?

**Renaud Bentégeat** répond que 2013 a été une année catastrophique pour la construction et n'est pas représentative de l'historique de CFE. Il ne faut donc pas tout juger sur l'année 2013. Il explique qu'en 2013, plusieurs éléments négatifs se sont cumulés et qu'en particulier CFE a souffert de la perte de chiffre d'affaire dans le génie civil. Il souligne également que pour les activités de bâtiments, CFE porte une attention sur la prise de commande. Il est important d'éviter de recommencer les erreurs qui ont été faites lors de la prise de commande d'un chantier en communauté germanophone. Dans ce cadre, un comité des risques a été mis en place mais malheureusement comme CFE ne vend que des prototypes (chaque chantier est unique), tous les risques ne peuvent être évités.

**Question/Vraag n° 3 :**

**Monsieur Lejeune** rappelle que les chantiers de Singapour ont été arrêtés il y a une dizaine d'années à cause du problème d'approvisionnement de sable et il demande si ces problèmes ont été résolus.

**Renaud Bentégeat** répond que non mais que l'Etat de Singapour a décidé de malgré tout lancer des appels d'offres à condition que les adjudicataires aillent chercher le sable ailleurs qu'en Malaisie. Cela a obligé DEME à entamer une réflexion sur les différentes alternatives pour le transport du sable et à trouver des solutions financièrement attractives pour le client. C'est ce qu'elle a réussi à faire en remportant le premier appel d'offre.

**Question/Vraag n° 4 :**

**Monsieur Lejeune** constate que la société AB Inbev parvient à lancer des emprunts obligataires à long terme à des taux très bas. Il demande si maintenant que CFE a renforcé ses fonds propres, elle ne pourrait pas émettre de nouvelles obligations à un taux inférieur à 4.75 %, taux des obligations actuelles.

**Renaud Bentégeat** répond que le taux n'est pas si élevé mais qu'il est vrai qu'au vu de ses fonds propres actuels CFE pourrait obtenir un taux plus bas. Néanmoins, une nouvelle émission obligataire ne se justifie que si des besoins de financement additionnels à long terme sont nécessaires, ce qui n'est pas le cas pour le moment.